



## 17 AVRIL : RESTER DANS L'ACTION ET DÉFENDRE L'ACCÈS AU FONCIER

Depuis le début de l'année, nous sommes entrés en action pour rappeler notre priorité : pouvoir vivre dignement de notre métier. Car oui, aujourd'hui en Wallonie et ailleurs dans le monde, produire pour nourrir est une activité difficilement rentable et viable. Une situation inadmissible qui s'explique notamment par des prix faibles et instables, que nous n'avons cessé de dénoncer ces derniers mois et face à laquelle nous proposons des solutions. Une situation qui s'explique aussi par la crise du foncier que nous traversons en Wallonie.

Les constats sont sans appel sur le terrain. Acheter des terres est devenu quasiment impossible car la terre est trop chère (les prix ont bondi de 30% en 5 ans selon l'observatoire du foncier agricole). Louer des parcelles de façon pérenne devient l'exception, les propriétaires se détournant du bail à ferme. C'est le résultat d'absence de politique foncière sur notre territoire. Résultat, nos champs sont ouverts à tous les spéculateurs et aux

usages non-nourriciers qui contribuent à cette pression foncière insensée.

Parmi les nouveaux acteurs : des investisseurs misant sur l'agrivoltaïsme. Pour eux, nos terres sont une aubaine pour installer facilement et de façon très rentable leurs panneaux photovoltaïques. Pour les propriétaires terriens, c'est le jack-pot : les rentes promises par les entreprises énergétiques sont jusqu'à 10 fois supérieures à celles que peut rapporter une activité agricole (loyer moyen de 3.000€/ha). Nous le savons, ouvrir la porte à ce modèle et ses investisseurs, c'est renforcer la crise du foncier agricole que nous vivons chez nous !

L'accès à la terre pour les agriculteurs-trices en particulier les jeunes qui reprendront les fermes doit être une priorité et doit être protégé ! C'est pourquoi, la FUGAE et ses alliés se mobilisent le 17 avril pour la journée mondiale de luttes paysannes. À Aiseau-Presles nous dénoncerons l'implantation d'un projet de

22.000 panneaux photovoltaïques sur 30 hectares de bonnes terres agricoles !

Cette action permet en outre de continuer la mobilisation, qui a été massive ces derniers mois. C'est nécessaire pour maintenir la pression. Votre débauche d'énergie a entraîné une crise politique qui doit maintenant se traduire en acte concret. Nous y veillons en participant aux réunions de la task force agroalimentaire du fédéral et en demandant qu'une loi oblige l'achat de vos produits à hauteur de vos coûts de production. Nous suivons aussi les discussions simplification administrative (voir p. 18). Enfin, nous restons mobilisés sur l'enjeu clé pour vos revenus : sortir des accords du libre-échange de l'Union européenne, pour obtenir des politiques européennes capables de réguler les marchés et soutenir la transition. Bref, le combat continue.

